

JUIF ET BASQUE



M. Enrique Múgica Herzog, «Defensor del Pueblo» - ombudsman - de l'Espagne et ancien ministre de la Justice dans le gouvernement de F. Gonzalez. (Photo: Bethsabée Süssmann)

Par Roland S. Süssmann

Une vieille histoire raconte que lorsque Sammy Davis Jr a voulu se convertir au judaïsme, le rabbin lui aurait demandé: «cela ne vous suffit-il donc pas d'être noir?». C'est un peu la question que l'on peut se poser au sujet d'une personnalité que nous avons décidé de vous présenter aujourd'hui, le politicien espagnol *ENRIQUE MÚGICA HERZOG*, qui est juif et basque!

Né à San Sebastián en 1932, M. Múgica a très rapidement développé, parallèlement à ses études de droit, une activité politique au sein du mouvement estudiantin, et ce dès 1953. En 1956, il a été le principal or-

ganisateur du Congrès universitaire des jeunes écrivains, qui a donné lieu aux événements universitaires de février 1956, à la suite desquels il a été arrêté et emprisonné pendant trois mois. Ses activités politiques antifranquistes lui ont valu d'être écroué quatre fois: au total, il a fait deux ans et demi de prison et a été condamné à une assignation à résidence.

Enrique Múgica a été membre du Congrès des députés (député de Guipúzcoa) dans toutes les législatures depuis la fondation de l'Assemblée constituante. Au sein de cette dernière, il a occupé la présidence de la Commission de défense et la vice-présidence de la Commission constitutionnelle du Congrès. Il a été ministre de la Justice entre 1988 et 1991 dans le gouvernement de F. Gonzalez, période au cours de laquelle un certain nombre de lois sur des réformes primor-



Le 11 septembre 1993, le roi Juan Carlos s'est recueilli au Kotel Hamaaravi.



M. Enrique Múgica Herzog a été député au parlement espagnol pendant 23 ans.

diales ont été adoptées: la loi relative à la division territoriale et à l'organisation de l'Administration de la justice, la loi sur les sociétés anonymes ainsi que diverses réformes judiciaires et pénales qui ont mené à la création des tribunaux pénaux.

En 1997, en vertu du décret royal, il a été nommé président de la Commission d'enquête sur les transactions d'or provenant du Troisième Reich pendant la Deuxième Guerre mondiale. Auteur du livre *Itinerario hacia la libertad*, il a écrit de nombreux articles parus dans la presse. Ces étapes essentielles de sa très riche carrière politique ont évidemment été jalonnées de participations à de nombreuses commissions, comités exécutifs, etc. Depuis le 15 juin 2000, M. Múgica détient le poste de «Defensor del Pueblo» - ombudsman de l'Espagne. Sa vie a été bouleversée lorsque son frère Fernando a été assassiné par l'ETA en 1996.

C'est à Madrid, dans son magnifique bureau décoré de superbes boiseries datant du XIX^e siècle, que nous avons été très cordialement reçus par M. Múgica Herzog. Son accueil chaleureux, sa sympathie communicative et la simplicité de son discours d'un niveau élevé, direct et sans compromis, ont fait de cette rencontre un moment privilégié.

Depuis de nombreuses années, vous déployez une activité politique importante dans un pays très catholique et malgré tout, vous avez gardé votre nom



En 1989, le Premier ministre Itzhak Shamir a très chaleureusement reçu M. Enrique Múgica Herzog, alors ministre de la Justice espagnol.

juif, Herzog. Pouvez-vous en quelques mots retracer l'histoire de votre famille?

Le nom Herzog vient de la famille de ma mère. Mon grand-père maternel est né à Cracovie, il a immigré en France où il a épousé une Juive polonaise et en 1911, ma mère est née de cette union. Après la Première Guerre mondiale, étant en possession d'un passeport autrichien, mon grand-père a été obligé de quitter la France et est venu s'installer à San Sebastián, dans le Pays basque. Malgré la vive opposition de mes grands-parents, ma mère a épousé mon père, un Basque non-juif. Il faut dire qu'après leur mariage, tout est rentré dans l'ordre et je suis né en 1932. Mon père est mort de maladie pendant la Guerre civile et jamais personne ne nous a dit, à mon frère et à moi, que nous étions Juifs. Ceci était avant tout dû au fait que dès que la France a été occupée, de nombreux soldats allemands venaient régulièrement en week-end à San Sebastián et qu'il était plus prudent de ne pas afficher son identité juive. A la table familiale, où nous nous retrouvions souvent avec nos grands-parents, ils parlaient à notre mère dans une langue que nous pensions, en toute logique, être du polonais, mais qui en fait était du yiddish! Vers l'âge de quatorze ans, pratiquement à l'âge de la Bar-Mitsvah, mon frère m'a dit qu'il avait lu un livre d'André Maurois, qui en réalité était un Juif alsacien du nom d'Émile Salomon Wilhelm Herzog, qui portait le même nom que nous. La conclusion logique s'est

alors imposée: nous étions juifs. Pour ma part, je n'ai pas découvert ma judéité dans la souffrance, l'humilité ou la persécution, mais dans la dignité, le courage et la fierté, à savoir au moment de la création de l'État juif. J'ai donc suivi de près la lutte pour la naissance et l'existence d'Israël, ce qui a cimenté mon identité juive car elle était basée sur la victoire et le triomphe et non sur une défaite. Ces événements m'ont marqué à vie. D'ailleurs, l'héroïsme et la combativité des fondateurs de l'État m'ont souvent guidé dans mon action lorsque j'étais actif dans la lutte clandestine contre le franquisme.

Comment vivez-vous vos relations avec Israël?

Tout d'abord, je voudrais souligner ici que je suis absolument en faveur de la construction de la barrière de partage qui constitue un élément important dans la lutte d'Israël pour la sécurité de ses citoyens. Celle-ci ne peut en aucun cas être comparée au Mur de Berlin qui, lui, avait une vocation de permanence, alors que cette barrière sera appelée à disparaître dès que la lutte contre le terrorisme le permettra. Comme je vous l'ai dit, Israël a toujours constitué pour moi une source d'inspiration.

Comment expliquez-vous que les relations officielles entre l'Espagne et Israël n'aient été établies qu'il y a



Rencontre à Jérusalem en 1992 entre le président d'Israël, M. Haim Herzog, et le Premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez.

seulement vingt ans, soit trente-huit ans après la fondation de l'État juif ?

Ceci s'explique par la qualité remarquable des liens que l'Espagne entretenait avec le monde arabe, sans parler de la question du pétrole. C'est le président F. Gonzalez qui a compris que si l'Espagne voulait avoir sa place dans l'Union européenne, il lui était impossible de continuer à ne pas avoir de relations diplomatiques avec Israël. C'était aussi le prix à payer pour se maintenir dans l'OTAN. M. Gonzalez a aussi réalisé que la rhétorique arabe était démesurée et plus vocale qu'effective. En définitive, après l'établissement des relations entre Madrid et Jérusalem, rien ne s'est passé et aujourd'hui, nous célébrons les vingt ans d'excellentes relations, très prometteuses pour l'avenir, sans que notre position dans le monde arabe n'ait été mise en danger de quelque manière que ce soit.

Votre famille a directement subi les méfaits du terrorisme et le 11 mars 2004, l'Espagne a été frappée de plein fouet par la terreur islamique. Pensez-vous qu'après ces événements, la perception du terrorisme a changé dans votre pays ?

De tout temps, le terrorisme a été l'arme utilisée pour permettre aux nationalismes, au racisme, au fanatisme et au fondamentalisme d'attendre leur but, à sa-

voir l'instauration du totalitarisme au niveau national et individuel. Pour ce faire, il n'y a que deux moyens: installer un climat de peur et annihiler l'autre. Telle était la démarche du nazisme qui a mené à la Shoah. La date du 11 mars 2004 n'était que l'expression tragique de cette politique mais pour nous, rien n'a changé, nous continuons, avant comme après, à mener une lutte sans merci contre toute forme de terrorisme.

Quelles sont vos vues sur la lutte contre le terrorisme et l'islamisation en Europe et pensez-vous que celle-ci soit menée avec toute la fermeté requise ?

Je ne pense pas que le fondamentalisme arabe soit la cause principale du terrorisme. Pour l'instant, il n'y a pas encore en Europe de majorité musulmane qui puisse mettre les États en danger. Par conséquent, je pense que la lutte doit se dérouler au niveau des actions policières et non pas à l'échelon politique, voire à celui de l'État. Cela étant dit, si je prends l'exemple des incidents violents des banlieues françaises de 2005, je crois que ce genre de problème relève de la responsabilité des États. En effet, il ne s'agit pas là d'actions terroristes ponctuelles ou répétées, mais d'une atteinte aux valeurs républicaines qui constituent le fondement même d'un État libre et démocratique. C'est donc bien à l'État et par conséquent aux gouvernements de tout mettre en œuvre



Le 17 mai 2004, le ministre des Affaires étrangères d'Israël, M. Silvan Shalom, s'est recueilli à la gare de Madrid où les attentats meurtriers des terroristes islamiques avaient eu lieu deux mois plus tôt.

pour faire cesser les actes de ces «marginiaux» en agissant au niveau politique et social. Je pense que dans l'état actuel des choses, une action policière bien menée et une coopération entre les différents services européens sont suffisantes pour combattre le terrorisme en Europe. L'utilisation de la force policière est d'autant plus importante qu'aucune forme de négociation ou de dialogue ne peut se tenir avec des terroristes.

Récemment, il y a eu un certain nombre de rumeurs disant que le sinistre nazi Aribert Heim se cachait en Espagne. Or il n'a pas été trouvé. Avez-vous quelques informations à ce sujet ?

Ce genre d'information refait régulièrement surface et ce pas seulement en Espagne mais aussi en Amérique du Sud, en France et aux États-Unis. Je crois que pour l'instant, nous devons nous contenter d'une constatation d'échec provenant simplement du fait que ces malfaiteurs sont bien plus habiles que les forces qui les recherchent. Cela dit, la chasse ne s'arrête pas. Dans le Code pénal espagnol, le négationnisme est poursuivi au même titre que le racisme et l'antisémitisme, qui est spécialement mentionné.

En votre qualité de président de la Commission d'enquête sur les transactions d'or nazi provenant du Troisième Reich pendant la Deuxième Guerre mondiale,

pouvez-vous nous dire ce qui s'est véritablement passé avec ces capitaux ?

En 1997, au cours d'une réunion de l'OTAN qui s'est tenue en Espagne, le président Clinton a demandé au président Aznar s'il avait formé une commission d'enquête afin de déterminer ce qui s'est passé ici avec l'or des Juifs volé par les nazis. Suite à cette intervention, notre président m'a demandé de former cette commission. J'étais alors député socialiste au Parlement. En accord avec le parti, j'ai donc pris la présidence de cette nouvelle commission, constituée de membres représentant le Ministère de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Économie et des Finances et la présidence du gouvernement ainsi que d'un diplomate ayant la fonction de secrétaire général. Nous avons participé aux conférences de Londres, de Washington et de Stockholm et parallèlement, nous avons lancé nos travaux d'investigation. En définitive, nous avons transmis nos conclusions au Congrès Juif Mondial qui s'occupait de cette affaire de manière globale avec l'ensemble des nations concernées. Je dirai que nous avons simplement rempli notre devoir, fait face à nos responsabilités et fait notre *mea-culpa*.

Nous le voyons, une rencontre avec M. Enrique Múgica Herzog ne laisse personne insensible. Le «Defensor del Pueblo» n'est pas seulement ombudsman, il défend en fait encore bien d'autres valeurs fondamentales.